

FACE AUX ATTAQUES ISLAMISTES CONTRE BENGHEBRIT

Le soutien timide des politiques

L'école algérienne n'a sans doute jamais été autant au cœur de l'actualité. Nouria Benghebrit est devenue la cible d'attaques depuis l'annonce des recommandations sur la réforme de l'école. La ministre de l'Education nationale exposerait l'école au danger en décidant d'introduire les langues maternelles au niveau de la 1^{re} et 2^e année du cycle primaire, selon les islamo-conservateurs. Dire tout le mal qu'ils pensent de Benghebrit est devenu ainsi, depuis le mois de juillet dernier, un sport quotidien auquel se livrent ses détracteurs. Du côté de gouvernement, seul Amar Ghoul, ministre du Tourisme, s'est exprimé pour dénoncer cette campagne de dénigrement et défendre sa collègue du gouvernement. Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, lors de son ouver-

ture de la Conférence nationale sur l'évaluation de la mise en œuvre de la réforme de l'éducation, les 25 et 26 juillet dernier, a instruit les pédagogues de faire des propositions en mesure de moderniser l'école algérienne. Ce jour-là, Sellal, tout en relevant les lacunes de l'école algérienne et en apportant son soutien à la ministre de l'Education, a affirmé que le gouvernement est «là pour appliquer toutes les propositions». Cependant, depuis, Nouria Benghebrit fait face seule à ses détracteurs. La ministre a-t-elle toujours le soutien du gouvernement ? Les partis politiques, eux, dénoncent cette campagne et ce débat stérile déclenché pour faire oublier l'essentiel : la crise qui secoue le pays.

Salima Akkouché

KARIM TABOU : PRÉSIDENT**DE L'UDS :**

«L'école doit être soustraite à l'endoctrinement idéologique et politique»



«Certes, nous saluons le travail que madame la ministre essaie de faire, nous ne pouvons que soutenir le principe de la modernisation de l'école car l'école doit se tourner vers les sciences et être orientée vers les pensées libres, la

démocratie, la culture citoyenne, des droits de l'Homme et l'esprit critique et universel, mais au-delà des efforts d'un ministre, l'école ne peut pas s'émanciper dans un système politique global qui ne respecte pas ces valeurs et qui renie la démocratie. On ne peut pas avoir des ambitions de modernisation sans faire le premier pas qui est celui de soustraire l'école de tout endoctrinement politique, idéologique et religieux. Je ne me fais pas d'illusion car nous ne pouvons pas changer grand-chose lorsque les piliers qui est le régime fait dans l'obscurantisme dans toute sa dimension. L'école ne doit pas servir d'instrument politique entre les mains du pouvoir. Le pays est en crise et tous ces débats saisonniers sur l'école ou les boissons alcoolisées sont fomentés pour empêcher les vrais débats. Ces débats stériles sont un parchoc pour ne pas aller vers de vrais débats. Nous avons besoin d'engager des débats sur tous les secteurs et sur les perspectives de tout un pays qui est en jeu et non d'un seul secteur. Le monde a connu des changements profonds et des bouleversements politiques et nous, nous faisons partie des gens qui sont en marge de l'Histoire.»

RAMTAN TAAZIBT : DÉPUTÉ DU PT :

«C'est un combat d'arrière-garde»

«La secrétaire générale du parti, Louisa Hanoune, s'est déjà exprimée sur cette question en apportant son soutien à la ministre de l'Education nationale. Cette mesure est pédagogique décidée sur la base d'un



constat d'échec et toutes ces voix qui se lèvent pour prétendre défendre la langue arabe sont des positions idéologiques et malheureusement nous avons vu comment l'ancien ministre du Commerce, Amara Benyounès, a été jeté en pâture et nous avons vu pour la première fois un

ministre au sein du gouvernement prendre position pour dire que la langue arabe est une ligne rouge, cela donne une image d'un gouvernement qui jette en pâture et esseule ses ministres. Tout le monde a relevé que toutes ces positions contre la ministre de l'Education sont des positions idéologiques et politiques sans aucune base.»

AHMED ADIMI, PORTE-PAROLE**DE TALAIOU EL HOURIET :**

«Les problèmes de l'Algérie sont plus profonds»

«Le gouvernement a réussi à passer un été calme en déclenchant un débat entre les arabisants et les francophones. Je ne veux pas m'exprimer sur cette question car les problèmes sont plus profonds et nous devons nous occuper de ces problèmes.»

**SAÏD BOUHADJA, MEMBRE DU BUREAU NATIONAL DU FLN :**

«Le parti se prononcera officiellement lors de la réélection du bureau politique»



«L'idée est encore immature, nous ne savons pas encore si l'introduction des langues maternelles à l'école va réussir ou non mais le parti se prononcera sur sa position dans une déclaration officielle lors de la réélection du nouveau bureau politique le 18 septembre prochain.»

YACINE TEGUIA, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MDS :

«Les islamo-conservateurs essaient de bloquer toute dynamique qui est à leur défaveur»

«La volonté de changer l'école est une exigence pour le pays mais on observe une levée de boucliers des islamo-conservateurs qui est un jeu de dupes car ils savent très bien que tant qu'il n'y a pas de changement au niveau du régime politique, toute



forme de réforme dans n'importe quel domaine est remise en cause. Ces islamo-conservateurs réclament le maintien du compromis établi avec l'arrivée de Bouteflika au pouvoir sous couvert de la réconciliation nationale. La levée de ce compromis en faveur d'une avancée au niveau de la société dégrade leur rapport de force alors ils essaient de bloquer toute dynamique.»

ATMANE MAZOUZ :**SECRÉTAIRE NATIONAL CHARGÉ DE LA COMMUNICATION AU RCD :**

«Il est inacceptable que l'avenir de nos enfants soit otage de luttes politico-idéologiques»

«La polémique suscitée autour de la réforme de l'éducation et l'agitation de certains milieux viennent nous rappeler que l'école algérienne est victime de blocages et pesanteurs idéologiques qui lui sont imposés par les choix politiques du pouvoir sans que les cadres du secteur et les professionnels ne soient associés. Le RCD a de tout temps appelé à une réforme profonde le l'école



et nous avons longtemps alerté sur l'indigence et les dangers de l'instrumentalisation de l'école et de l'enseignement au rabais. Pour nous, seule une école moderne, neutre et démocratique fondée sur le respect des valeurs de citoyenneté, de rationalité et d'universalité peut amener à la performance et la réussite. Il est indécent et inacceptable que l'avenir de nos enfants soit otage de luttes politico-idéologiques qui ont longtemps ruiné l'école algérienne au point où celle-ci se trouve à la traîne devant l'essentiel des nations et de nos voisins immédiats. L'école algérienne est d'abord victime du système et parmi ceux qui s'opposent à sa réforme, les Algériens savent que leur progéniture suivent des études à l'étranger et continuent à livrer nos enfants à une école sinistrée. Une école algérienne performante est d'abord celle, entre autres, qui adopte une politique linguistique conforme aux réalités culturelles du pays tout en s'ouvrant sur l'universalité. On aurait aimé que les muftis de l'ignorance s'élèvent pour dénoncer les classements catastrophiques de nos universités au niveau mondial et les ravages du système éducatif qui livre par centaines de milliers d'enfants chaque année à la rue et à la clochardisation. Se focaliser sur les attaques de la ministre de l'Education est pour nous la meilleure manière de détourner le débat sur le devenir de l'enseignement dans notre pays. Cette dernière est d'abord victime de ses sponsors politiques qu'on n'a pas trop entendus. Tout combat juste et réfléchi autour de l'avenir de notre école doit être mené sans concessions loin de cette agitation estivale stérile. La faillite de l'école algérienne est d'abord celle de dirigeants illégitimes et sans courage politique.»

S. A.